

Session 1- Les Grands Prédateurs - Clé de Voûte des Ecosystèmes Marins.



Modératrice:

Lisa SPEER, Directrice des Programmes Océans, Natural Resources Defense Council, USA

La Principauté et SAS Albert II étant à la pointe de la lutte pour la protection du thon rouge et d'autres grands prédateurs marins, il était naturel que les têtes pensantes réunies pour cette première édition de la Monaco Blue Initiative se penchent sur cette question. De la survie des grands prédateurs dépendent la stabilité et la santé des écosystèmes marins dans leur intégralité, et le temps presse.

Lisa Speer a constaté que la réunion de la CITIES à Doha la semaine dernière n'avait pas abouti à l'adoption de mesures de protection du thon rouge et des requins menacés. Malgré ce résultat décevant, "des progrès extraordinaires ont été faits," a-t-elle dit, car "pour la première fois un poisson a fait la Une des journaux à travers le monde."

Il y a des leçons à tirer de Doha: "les votes soulignent l'échec des organismes régionaux en matière de gestion de la pêche," selon Mme Speer. Elle a lancé la discussion en invitant les participants à débattre à partir d'une liste de mesures possibles visant à réduire la destruction des prédateurs marins. Malgré la difficulté de résumer de si riches échanges, il y avait un consensus: il faut passer à l'action.

Plutôt que de créer une nouvelle structure internationale qui chapeauterait la gestion des ressources marines mondiales, les intervenants plaident pour une meilleure coordination entre les nombreuses instances existantes. On néglige trop souvent le potentiel d'action de l'Organisation Mondiale du Commerce dans ce domaine, selon Tony Haymet de la Scripps Institute of Oceanography.

Une coopération plus étroite entre l'OMC et d'autres organismes internationaux comme ceux statuant sur l'alimentation ou le transport permettrait de traiter l'océan comme "une plateforme intégrée," en mettant en place un système de contrôles portuaires, par exemple. "Tout poisson qui se trouve dans une assiette est passé par un port, devenant ainsi un poisson soi-disant respectable," a-t-il affirmé.

Un traité sur les ports existe déjà, a signalé Joshua Reichert de la fondation Pew, qui permettrait d'identifier les vaisseaux transportant des poissons capturés dans des zones protégées ou avec un équipement illégal. Ces vaisseaux seraient interdits de décharger leurs prises et signalés aux autorités. Il faut ratifier ce traité, puis le faire appliquer, ce qui nécessite une assistance et une formation aux pays en voie de développement, a-t-il souligné.

En effet, selon Dessima Williams, Présidente de l'Alliance des Petits Etats Insulaires, sans mécanismes de contrôle et de sanction, une mesure n'est qu' "un chien de garde édenté." Pour elle comme pour la plupart des intervenants, la priorité est la réforme des subventions à la pêche.

Le Président de l'ONG Oceana Andrew Sharpless a résumé la situation ainsi: "La cause principale de l'effondrement des océans est la surcapacité des flottilles de pêche. Il y a trop de bateaux chassant trop peu de poissons."

Jetant à la mer la langue de bois, il a ajouté: "S'il n'y a plus qu'un seul poisson dans la mer, on peut être sûr que soit les japonais, soit les chinois, soit les espagnols vont essayer de l'attraper." Il est aussi de l'avis que l'OMC est la mieux placée pour prendre et faire appliquer des mesures multilatérales, notant qu'elle discute déjà de l'élimination des subventions à la construction de navires de pêche.

Le Conseiller Spécial au PNUE Pavan Sukdhev affirme voir poindre une volonté politique de s'attaquer aux subventions, et notamment les subventions pour le carburant. Le système présent est inéquitable, car les subventions sont destinées à plus de 80% aux grands pays développés. Ces aides "ont un impact négatif direct sur la compétitivité et la viabilité des moyens d'existence dans les petits états insulaires," a ajouté Mme Williams.

En outre, a fait remarquer M. Sukdhev, déboursier \$35 Mds par an pour augmenter la capacité de chalutage est inefficace du point de vue économique. "La ressource qui manque, c'est le poisson - pas les bateaux de pêche," a-t-il conclu.

En effet, il serait plus logique de "subventionner" les stocks de poisson - par exemple, en créant plus de réserves marines protégées (MPAs, ou Marine Protected Areas en anglais). L'explorateur et écologiste marin Enric Sala a noté qu'en comparaison aux subventions à la pêche, les MPAs ne coûtent pas cher. La protection de 20% de la surface des océans coûterait \$16 Mds, et créerait un million d'emplois, selon M. Sala, qui a ajouté: "Il nous faut de nouveaux modèles économiques, où les dépenses pour la conservation seraient considérées comme des investissements."

Joshua Reichert de la fondation Pew a rappelé aux participants que moins d'un cinquième d'1% de la surface des océans est protégée aujourd'hui. La plus grande menace vient de la pêche industrielle, qui utilise des équipements terriblement destructeurs, dont des chaluts de fonds et des lignes extra-longues qui raflent tout sur leur chemin, des requins aux tortues juvéniles. "Pêcher avec une ligne de 40 miles de long, équipée de 10,000 hameçons, c'est comme vouloir arracher une dent avec un tracteur. Il faut interdire ces méthodes," a-t-il dit.

M. Reichert aussi considère que le meilleur moyen de mettre fin à la pêche abusive serait d'éliminer les subventions pour le carburant. Il a affirmé que "s'ils se retrouvaient obligés de fonctionner seuls en tant qu'entreprises compétitives, la plupart de ces vaisseaux ne quitteraient pas le port."

Frédéric Briand de la Commission Internationale pour l'Exploration Scientifique de la Méditerranée a appuyé là où ça fait mal, en évoquant le puissant lobby de ce qu'il a nommé pudiquement "l'autre bord." Ce lobby est responsable de la défaite des mesures de protections discutées à Doha et semble prêt à tout pour continuer à pêcher le thon, la baleine et d'autres prédateurs menacés, a-t-il affirmé.

"Soyons franc, ils obtiennent les votes en mettant la pression sur les pays d'Amérique du sud, d'Afrique et d'Asie en particulier, et ils ont de l'argent," a dit M. Briand. Hormis un meilleur financement, il faut améliorer la communication en s'appuyant sur un message simple et fort, plutôt que sur des explications scientifiques complexes.

Le message des lobbies de la pêche - que les prédateurs marins nuisent aux stocks de poissons - est faux, mais efficace. "A nous d'expliquer que la disparition des grands prédateurs ne veut pas dire qu'il y'aura plus de poissons," a-t-il conclu.

Une communication plus sophistiquée a néanmoins un rôle à jouer, selon Gérard Riou, Directeur pour la Méditerranée de IFREMER, en permettant de "maintenir la pression sur les structures existantes [de gouvernance des océans] en leur fournissant une meilleure information scientifique et économique."

"Une telle information les aiderait à mieux cibler leurs préconisations concernant la gestion de la pêche," a précisé M. Riou.

A l'inverse, de la part des pêcheries, un reporting transparent peut contribuer à une gestion plus responsable, selon Jacqueline McGlade de l'Agence Européenne de l'Environnement. Mme McGlade a signalé que l'Assemblée Générale de l'ONU exige des pays membres qu'ils fournissent des données régulières sur la performance de leurs pêcheries. Ces données exposent les dysfonctionnements de certaines, ce qui mènera à terme à une responsabilisation accrue, a-t-elle affirmé.

Achim Steiner, Directeur Exécutif du PNUE, a insisté sur l'importance d'une gestion intégrée prenant l'océan comme un système. Par exemple, a-t-il expliqué, "Nous connaissons l'impact de l'agriculture terrestre sur les océans, alors nos politiques agricoles doivent intégrer cet aspect."

Cette approche n'empêche pas de s'adresser à des sujets spécifiques, la protection du thon rouge étant un bon exemple. "Ce débat va au-delà de ce seul poisson," a affirmé M. Steiner. "Il force les gens à prendre conscience des océans, et contribue à leur compréhension des lois de cause à effet."

Après tout, a fait remarqué Wendy Watson Wright de la Commission Océanographique de l'UNESCO, "le vrai prédateur, c'est l'humain."

FIN